

2011-2012

BULLETIN DE
l'Association Luxembourgeoise pour
les Nations Unies asbl



ALNU

Association Luxembourgeoise
pour les Nations Unies

et son

Centre de Documentation

3, route d'Arlon L-8009 Strassen, Luxembourg

Tél: 46 14 68 Fax: 46 14 69

E-mail: alnu@pt.lu

Site Internet: www.alnu.lu

Coordonnées bancaires: LU95 1111 0248 7038 0000, CCPLLULL

Cotisation membre: 13 Euros

Table des Matières.

• Model UN 2012 (Simulation du Conseil de Sécurité de l'ONU), Anny Bastian	2
• Edition 2010-2011 du Concours organisé par l'ALNU et plusieurs lycées sur le thème de la paix, Paul Frank	5
• Changement climatique et développement durable: Entrevue au Ministère du Développement Durable, André Rollinger	8
• Appel pour une Organisation Mondiale de l'Environnement	10
• The international UN-DPI-NGO conference in Bonn in 2011 on Sustainable Societies – Responsive Citizens.	13
• Les Nations Unies dans le monde: Sélection de quelques sites Internet	16

Model UN 2012 (Simulation du Conseil de Sécurité de l'ONU) le 29 février et 1^{er} mars 2012.

Sous le haut patronage de Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires Etrangères

Sous le patronage du Ministère de l'Education Nationale

Avec le soutien de la Chambre de Commerce du Luxembourg

L'Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies (ALNU) vient de réaliser un important projet avec 15 Lycées concernant une simulation MODEL UN du Conseil de sécurité des Nations Unies. Cette institution a été choisie étant donné que le Grand-Duché de Luxembourg a officiellement posé sa candidature au Conseil de sécurité lors des élections qui auront lieu en automne 2012 pour un mandat de deux ans (2013 et 2014).



Simulation de la réunion du Conseil de Sécurité (photo: Lycée Technique des Arts et Métiers)

Le Conseil de sécurité qui est le plus important organe des Nations Unies, a tenu sa première session le 17 janvier 1946, dans le bâtiment « Church House » à Londres. Après cette session initiale, toutes les séances ont lieu au siège de l'ONU à New York. Le Conseil de sécurité se compose de cinq membres permanents et de dix membres non-permanents. Total des membres : 15

Les élèves des 15 Lycées ont représenté un pays actuellement membre du Conseil de sécurité à New York. Les pays ont été attribués par tirage au sort, à savoir :

Cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité :

Chine	/ Athénée de Luxembourg
Etats-Unis	/ Sportlycée
France	/ Lycée Josy Barthel Mamer
Royaume-Uni	/ Lycée Technique des Arts et Métiers
Russie	/ Ecole Privée Fieldgen

Dix pays membres non permanents du Conseil de sécurité:

Afrique du Sud	/ Lycée Nic Biever Dudelange
Allemagne	/ Lycée Aline Mayrisch
Azerbaïdjan	/ Lycée de Garçons Esch-sur-Alzette
Colombie	/ Lycée Robert Schuman
Guatemala	/ Lycée Technique Michel Lucius
Inde	/ Lycée Vauban
Maroc	/ Ecole Privée Ste Anne
Pakistan	/ Lycée de Garçons Luxembourg
Portugal	/ Ecole Européenne du Luxembourg
Togo	/ Lycée classique de Diekirch.

Pour l'établissement des résolutions, trois thèmes avaient été retenus :

- La situation dans la Corne de l'Afrique (Somalie)
- La Situation au Moyen-Orient (Palestine)
- Les enfants et les conflits armés.

Journée du 29 février 2012 à la Chambre de commerce.

15 projets de résolution, soumis par les élèves pour chaque thème, ont été présentés et discutés dans trois salles différentes. En fin de journée, les élèves ont dû arriver à accord sur un seul projet de résolution pour chaque thème. Cette tâche n'était pas facile à accomplir en raison des divergences des projets qui étaient basés sur la politique des 15 pays membres du Conseil de sécurité de l'ONU. Les débats se sont déroulés avec discipline et intelligence. A part les élèves qui ont représenté les 15 pays membres, d'autres élèves ont assumé pour les trois thèmes les fonctions de Président du Conseil, du Secrétariat de l'ONU et du rapporteur.

Journée du 1er mars 2012 dans la grande salle de la Chambre de commerce.

Matinée : Trois séances officielles traitant les trois thèmes.

Résumé du programme :

Discours d'ouverture par M. Pierre Gramegna, Directeur Général de la Chambre de Commerce. Ensuite Mme Anne Bastian, Membre du Conseil d'Administration de l'ALNU, a donné des explications au sujet du déroulement des trois séances du Conseil de sécurité durant lesquelles M. André Rollinger, Président de l'ALNU a assumé la fonction de Secrétaire Général.

Première séance : Réunion du Conseil de Sécurité sur le projet de résolution :

Situation dans la Corne de l'Afrique (Somalie)

Deuxième séance : Réunion du Conseil de sécurité sur le projet de résolution : La Situation au Moyen-Orient (Palestine)

Troisième séance : Réunion du Conseil de sécurité sur le projet de résolution :

Les enfants et les conflits armés

La configuration de la salle a été la même selon le schéma officiel du Conseil de sécurité à New York. Ont pris place autour de la table par ordre alphabétique anglais les 15 élèves représentant chacun « son pays » ainsi que les élèves ayant assumé la Présidence, le Secrétariat de l'ONU, le Rapporteur et M. André Rollinger en tant que Secrétaire Général de l'ONU.

Chaque séance a été ouverte par l'élève en charge de la Présidence de la réunion qui par la suite a donné la parole au Secrétaire Général qui a fait une brève déclaration. Après l'introduction du projet de résolution concerné, il a été procédé au vote par main levée : « Pour » « Contre » « Abstention ».

Aucun des projets n'a été voté à l'unanimité, certains élèves ayant voté contre ou se sont abstenus. Toutefois, chaque projet a obtenu le minimum de neuf votes positifs. Les trois projets ont donc été adoptés. Un nombre d'élèves ont fait une déclaration pour expliquer leur vote après le vote. Chacune des résolutions a reçu un numéro d'ordre à l'instar des résolutions du Conseil de sécurité à New York. Les résolutions finales sur les trois thèmes figurent sur le site internet : www.alnu.lu/ModelUN.html

Explication de procédure de vote. Chaque membre du Conseil de sécurité dispose d'une voix. Les décisions sur les questions de fond sont prises par un vote de neuf membres, parmi lesquels doivent figurer les cinq membres permanents selon la règle de l'unanimité des grandes puissances, souvent appelé « droit de veto ». Les cinq membres permanents du Conseil ont tous exercé un jour ou l'autre leur droit de veto. Ceci évidemment n'était pas le cas lors de la simulation du Conseil organisée par l'ALNU.

Après-midi du 1er mars 2012 (séance de clôture)

Les trois résolutions adoptées ont été présentées par trois élèves (rapporteurs). Les invités d'honneur suivants ont ensuite pris la parole : M. Gaston Ternes, Directeur du Lycée Aline Mayrisch, M. Jean Olinger représentant le Ministre des Affaires Etrangères, M. Joseph Britz représentant le Ministère de l'Education Nationale. Ces interventions ont retenu toute l'attention des élèves et beaucoup d'entre eux ont posé des questions sur l'attitude politique des pays membres du Conseil de sécurité à New York ainsi que sur la candidature luxembourgeoise au Conseil de sécurité. Un nombre de directeurs de lycées ainsi que de professeurs ont également assisté à cette séance qui a été clôturée par un discours de M. André Rollinger, Président de l'ALNU.

Un certificat de participation a été remis à chacun des élèves.

Une réception de clôture a été offerte par ALNU.

Fonctions et pouvoirs du Conseil de sécurité (pour information).

Lorsque le Conseil de sécurité est saisi d'une plainte concernant une situation qui menace la paix, il commence habituellement par recommander aux parties de chercher à se mettre d'accord par des moyens pacifiques. Dans certains cas, il enquête lui-même et apporte sa médiation. Il peut désigner des représentants spéciaux ou prier le Secrétaire général de le faire ou d'user de ses bons offices. Il peut aussi énoncer les principes d'un règlement pacifique .

Au cas où un différend aboutit à un conflit armé, le Conseil s'occupe avant tout d'y mettre fin le plus rapidement possible. En de multiples occasions, il a donné des directives de cessez-le-feu qui ont permis d'éviter l'extension des hostilités. Il envoie également des forces des Nations Unies chargées du maintien de la paix afin d'apaiser les tensions dans les zones perturbées, de séparer les adversaires et d'instaurer les conditions de calme dans lesquelles un règlement pacifique peut être recherché. Il peut aussi décider des mesures d'exécution, des sanctions économiques (telles que les embargos commerciaux) ou une action militaire collective.

Tout Etat Membre de l'ONU qui n'est pas membre du Conseil de sécurité peut participer, sans droit de vote, aux débats du Conseil quand celui-ci estime que les intérêts de l'Etat en question sont concernés. Les Etats parties à un différend examiné par le Conseil de sécurité, qu'ils soient ou non Membres de l'Organisation, sont invités à prendre part, sans droit de vote, aux débats du Conseil de sécurité.

Anny Bastian

Edition 2010-2011 du Concours organisé par l'ALNU et plusieurs lycées sur le thème de la paix.

Pour l'édition 2010-2011 du concours organisé à l'occasion de la Journée Internationale de la Paix, l'ALNU en coopération avec le lycée Aline Mayrisch, le lycée de Garçons de Luxembourg, le lycée Michel Rodange et le lycée Nordstaat a lancé l'idée d'une dissertation ayant, à l'instar des années précédentes, comme thème la Paix, mais basée cette fois-ci, à la différence des années précédentes, non pas sur des lignes guides abstraites, mais sur une situation concrète. L'Athénée de Luxembourg a joint plus tard ce Projet qui s'adressait à tous les lycées. Ce concours s'inscrivait aussi dans le cadre de la célébration par les Nations Unies de l'Année Internationale de la Jeunesse août 2010-août 2011, dont le thème était le dialogue et la compréhension mutuelle.

Les quatre propositions de dissertation, faites par l'ALNU à l'intention des élèves de l'enseignement secondaire classique et technique participant au concours, concernaient les pays suivants : l'Afghanistan, le Cachemire, Chypre et la République démocratique du Congo.

Les dissertations devaient être faites par un groupe de plusieurs élèves (2 à maximum 4 personnes) et être accompagnées, au choix des élèves, d'une présentation power-point, d'un film, d'un tableau d'exposition, de photos, ... A titre exceptionnel, un élève pouvait participer individuellement au concours.

Le but du Projet c'était de présenter aux élèves un pays qui était dans une situation difficile et de faire appel à leur imagination créatrice afin de proposer une solution

pouvant amener la paix. En même temps les élèves étaient appelés à décrire l'approche que l'ONU pourrait adopter afin que le pays concerné retrouve sa stabilité. Chaque production devait respecter un schéma général identique :

- l'histoire et la géographie, les facteurs ethniques et culturels, les facteurs économiques, politiques et sociaux
- les accords sur le maintien de la paix, le rôle des parties intervenantes et de la communauté internationale dans la situation actuelle, les négociations en cours
- les perspectives d'avenir et les propositions des participants pour une paix durable et définitive.

Pour faciliter le travail des élèves, l'ALNU présentait pour chaque pays des lignes guides succinctes. La rédaction pouvait se faire dans l'une des trois langues : française, allemande ou anglaise. La production ne pouvait pas excéder 10 pages DIN A 4. Aucun minimum n'était prescrit. Les élèves devaient ajouter en annexe toutes les références et les données bibliographiques ainsi que les documents utilisés.

Le concours était évalué en trois catégories distinctes :

classes de 7e, 6e , 8e; classes de 5e, 4e, 9e, 10e; classes de 3e, 2e, 1re, 11e, 12e , 13e .

Une trentaine de groupes de plus de 80 élèves de cinq lycées ont participé au concours.

Les lycées ont choisi, dans chacune des trois catégories d'élèves, les deux meilleures épreuves (6 épreuves au maximum) et les ont envoyées au secrétariat de l'ALNU.

Le comité de l'ALNU a désigné parmi tous les projets envoyés les deux meilleures productions de chaque catégorie de classe (en tout 6 épreuves).

Présentation des épreuves finales et remise des prix à l'Abbaye Neumünster.

La remise des prix a été faite le lundi 16 mai 2011 à 18h30 à la salle Robert Krieps de l'Abbaye Neumünster à Luxembourg en présence de de la Direction et des professeurs des lycées participants ainsi que des élèves et de leurs familles.

Lors de cette cérémonie, qui a connu un grand succès, les six meilleures productions ont été présentées par les élèves à l'aide d'une projection Powerpoint et/ou d'un film. Le temps de présentation était de dix minutes pour chaque contribution. Toutes les personnes assistant à la cérémonie se sont rendues compte de l'excellent travail fait par les élèves de différentes catégories d'âge.

Un jury, composé des représentants de l'ALNU et d'un délégué de chaque lycée participant a désigné les trois meilleures productions. Un prix spécial rédaction et un prix spécial illustration ont été décernés.

Les prix suivants ont été attribués par l'ALNU:

1er prix : un séjour de 2 jours à Genève pour les lauréats et un professeur du lycée organisé en collaboration avec la Représentation Permanente du Luxembourg auprès de l'Office des Nations Unies à Genève. Ce prix a été gagné par deux élèves du lycée Aline Mayrisch

2ième prix : 400 € qui ont été remis à trois élèves du même lycée

3ième prix : 200 € que deux élèves de l'Athénée de Luxembourg ont reçus

4ième prix, qui consistait en des cadeaux du United Nations Bookshop remis à quatre élèves du lycée Nordstad, quatre autres élèves du lycée Nordstad et à trois élèves du lycée Michel Rodange

Un prix spécial Rédaction a été donné à un élève du lycée de Garçons de Luxembourg et un prix spécial Illustration à quatre élèves du lycée Nordstad.

La modération de la cérémonie était assurée par M. Paul Frank. Les allocutions ont été prononcées par M. Gaston Ternes, Directeur du Lycée Aline Mayrisch, M. Michel Lanners, chef de service de la Coordination générale du Ministère de l'Éducation Nationale, Mme Anny Bastian en tant que représentante du Ministère des Affaires Étrangères et M. André Rollinger, président de l'ALNU.

Tous les participants au concours ont reçu un exemplaire d'une publication en provenance de l'Organisation des Nations Unies.

Voyage à Genève pour les lauréats du 1er Prix.



Les lauréats du 1^{er} prix, Line Hoeltgen et Daniel Hentzen, avec leur professeur en présence des représentants de l'ALNU et de la Direction du Lycée Aline Mayrisch (photo: Lycée Aline Mayrisch)

Les participants au voyage à Genève, qui a eu lieu du 21 au 23 septembre 2011, ont été reçus chaleureusement à l'aéroport de Genève par Monsieur l'Ambassadeur Jean Feyder, Représentant permanent du Luxembourg auprès des Nations Unies à Genève.

Après le transfert à la Représentation permanente du Luxembourg auprès des Nations Unies, ils ont assisté à une réunion de travail concernant entre autres le déroulement du Conseil des droits de l'homme. Un exposé était fait par Monsieur l'Ambassadeur Feyder, qui était entouré de trois membres de la Représentation. Ensuite l'Ambassadeur a donné aux visiteurs luxembourgeois un tour d'orientation des divers bâtiments et institutions internationales faisant partie du complexe des Nations Unies.

Le jour suivant il y a eu une visite guidée du Palais des Nations Unies qui comprenait la visite des différentes grandes salles principales et l'explication de leurs fonctions.

Pour le déjeuner les participants étaient invités à la résidence de l'Ambassadeur.

Durant le repas, chacun des convives a expliqué ses fonctions détaillées au sein des organisations internationales présentes à Genève et de la Mission du Luxembourg à Genève.

L'après-midi les visiteurs ont participé à une session du Conseil des droits de l'homme dans le Palais des Nations Unies. A l'ordre du jour figuraient uniquement les rapports présentés par un nombre de pays sur la situation actuelle des Droits de l'homme dans leurs pays respectifs et les améliorations qu'ils ont l'intention d'y apporter. Au cours de la présence de la petite délégation du Luxembourg, assise derrière le panneau du Luxembourg, la Grèce a présenté son rapport suivi de commentaires par un nombre de ONG.

En marge de la réunion du Conseil des droits de l'homme, plusieurs sujets ont été traités dans des petites salles « side events ». Les visiteurs ont participé à une réunion sur le Soudan, question très intéressante notamment concernant les remarques de certains orateurs pour et contre la division du Soudan Nord/Sud.

Le troisième jour de la visite, les participants ont eu à la Représentation permanente du Luxembourg une entrevue avec une représentante du Bureau du Haut Commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'homme.

Après le Sightseeing en autobus des principaux sites de Genève y compris de la vieille ville qui se faisait en petit train touristique, les visiteurs sont retournés à Luxembourg.

Paul Frank

Changement climatique et développement durable: Entrevue au Ministère du Développement Durable.

En septembre 2010, une première réunion avait eu lieu avec le Ministre du Développement Durable et des Infrastructures, M. Claude Wiseler, au sujet de la Convention-cadre des Nations Unies pour le Changement Climatique et du Protocole de Kyoto. En effet, le Luxembourg venait de publier sa 5e Communication Nationale concernant les émissions de gaz à effet de serre.

Dans l'optique d'un suivi de l'évolution de la situation dans ce domaine et de la préparation de la Conférence internationale sur le développement durable Rio+20 en 2012, une nouvelle rencontre s'est déroulée au début du mois de décembre 2011 entre les représentants de la Direction des Affaires Internationales du Ministère du Développement Durable, M. Eric De Brabanter et Mme Marguy Kohnen et les délégués de l'Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies (ALNU), MM. André Rollinger et Paul Frank.

L'évolution de la lutte contre le changement climatique en 2009 et 2010.

Un dossier a été établi par l'ALNU sur une analyse de la situation actuelle au Luxembourg et en Europe et une alerte des Nations Unies au sujet d'une forte hausse continue des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial en 2010. Dans ce contexte critique, le Secrétaire Général des Nations Unies, M. Ban Ki-moon a demandé aux gouvernements d'accroître d'une manière dramatique leur degré d'ambition. Il a

précisé que les pays développés doivent prendre le devant dans cet effort, mais que tous les pays doivent assumer leur part.

Le repli actuel de beaucoup de pays sur la seule crise financière et économique va aggraver à moyen et long terme une crise climatique à l'échelle planétaire avec des conséquences irrémédiables et d'autant plus désastreuses.

Au Luxembourg, après une tendance à la baisse pendant plusieurs années, les émissions nationales sont reparties à la hausse en 2010 d'environ 5%, ce qui est de mauvais augure pour les années à venir avec des perspectives économiques un peu moins moroses. Un facteur déterminant reste toujours le transport routier et en particulier l'exportation de carburant routier (tourisme à la pompe, véhicules en transit, frontaliers, ...).

Il ressort du plan national du gouvernement pour un développement durable de 2010 que les exportations de carburants s'élèvent à 70% du total des ventes de carburants au Luxembourg. A cause des pertes financières potentielles très importantes, le rapport préconise une réduction échelonnée dans le temps de ce facteur par une adaptation progressive au Luxembourg des prix des carburants à ceux des pays environnants.

Pourtant, une analyse plus fine de la variation des accises et des taxes sur les carburants en 2010 et 2011 montre un accroissement de l'écart des prix au Luxembourg par rapport à la Belgique et à l'Allemagne au lieu d'une réduction de cet écart. M. Rollinger signale que cette exportation est encouragée plutôt que découragée selon les orientations du plan national indiquées ci-dessus.

Les perspectives à l'horizon 2020.

M. De Brabanter donne des explications sur une décision de 2009 de l'Union Européenne pour la mise en œuvre de certains aspects du pacte sur le climat et l'énergie. En effet, il est prévu que les Etats-membres continuent à appliquer un schéma de réduction des gaz à effet de serre pour la période 2013-2020, même si le protocole de Kyoto n'est pas prolongé au sein des Nations Unies avec une participation des principaux pollueurs de la planète que sont la Chine et les Etats-Unis. Ainsi, l'Union Européenne s'est engagée à une réduction globale de 10% des émissions en 2020 par rapport à l'année 2005 pour les secteurs, qui ne sont pas couverts par le système d'échange de quotas d'émission. Le pourcentage de réduction pour chaque pays est déterminé en fonction du Produit National Brut par tête d'habitant. Selon ce critère, le Luxembourg, l'Irlande et le Danemark devraient atteindre la réduction la plus forte avec un pourcentage de -20%. De même, dans le secteur avec un échange de quotas d'émissions surtout en vigueur dans l'industrie lourde, l'Union Européenne devrait atteindre un objectif de -21% via une réduction progressive des quotas d'émissions et une mise aux enchères de ceux-ci.

Des pays comme le Luxembourg, qui accusent des excédents d'émissions à l'intérieur de leurs frontières, devront respecter pour la période 2013-2020 des conditions plus restrictives pour l'achat compensatoire de crédits d'émissions dans d'autres pays. Ainsi, selon une des règles, l'utilisation par un pays de crédits sur des activités de projets extérieurs à l'exception des projets de type communautaire sera limitée à 4% du total de ses émissions.

Il convient de signaler que la part des taxes environnementales est toujours faible par rapport à la part des taxes relatives à l'emploi.

La préparation de la Conférence internationale sur le développement durable en 2012.

Vingt ans après la première conférence sur le développement durable à Rio de Janeiro en 1992, une nouvelle Conférence internationale sur le développement durable Rio+20 sera organisée par les Nations Unies au mois de juin 2012. Une meilleure intégration des trois piliers économique, social et environnemental du développement durable est recherchée sur la base d'une économie verte, de l'éradication de la pauvreté et d'un cadre institutionnel renforcé et plus cohérent entre les différentes agences, fonds et programmes du système des Nations Unies. Dans cette optique, les objectifs du Millénaire 2000-2015 pourraient être intégrés dans des objectifs pour un développement durable autour des thèmes comme les modes de production et de consommation et des domaines prioritaires comme la sécurité alimentaire, la réduction des risques de désastres, l'adaptation aux changements climatiques, le développement des villes, l'énergie, l'eau, la forêt, la biodiversité et les océans. Le rôle du Programme des Nations Unies pour l'Environnement devrait aussi être renforcé. Le cas échéant, une nouvelle Agence pour l'Environnement pourrait être créée avec des moyens financiers nettement plus élevés afin de mieux pouvoir intégrer les aspects environnementaux dans une approche pluridisciplinaire du développement durable.

L'aide publique au développement des pays riches constitue un thème important de cette Conférence. Le Luxembourg se situe parmi les très bons élèves avec un pourcentage d'environ 1,1% du Revenu National Brut en 2010 consacré à cette aide par le Ministère des Affaires Etrangères. Ce pourcentage dépasse nettement le taux minimal de 0,7% préconisé par les Nations Unies. Jusqu'à présent, les pays de l'Union Européenne n'arrivent guère à se mettre d'accord sur une harmonisation effective de cette aide aux pays en voie de développement.

Actuellement, le Luxembourg est membre de la Commission des Nations Unies sur le développement durable et les délégués du Ministère du Développement durable participent aux travaux de cette Commission. Mme Kohnen signale que le Ministère du Développement durable associe aussi la société civile à la préparation de la Conférence internationale Rio+20 par le biais du Conseil supérieur pour le Développement durable et le Partenariat pour l'environnement et le climat. Dans ce contexte, il est prévu d'organiser certaines manifestations publiques et activités de sensibilisation.

André Rollinger

Appel pour une Organisation Mondiale de l'Environnement.

Les enjeux du sommet de la Terre Rio +20 en 2012.

Le 1er novembre 2011, plus de 600 gouvernements, agences internationales et groupes de société civile ont présenté leur vision de ce que le monde doit faire pour atteindre le développement durable. Le focus va de la création d'emplois verts à l'amélioration de la sécurité alimentaire, en passant par l'assurance de l'accès universel à l'énergie, l'amélioration de la gestion des ressources d'eau, ainsi que le traitement du « shark finning » et de la pollution marine. Le 15 et le 16 décembre 2011, plusieurs de ces parties prenantes se sont réunis à New York pour discuter les milliers de pages de

recommandations, et commencer à rédiger une entente que les dirigeants du monde négocieront pendant 3 jours, en juin prochain, à Rio de Janeiro.

Ce ne sera pas un mince exploit pour parvenir, au cours des six prochains mois, à un nouveau consensus définissant la voie réelle vers l'avenir qu'il nous faut. Si le monde est sérieux au sujet de la réalisation de ces nouveaux objectifs, nous aurons besoin d'une institution de gouvernance forte et coordonnée – une institution ayant les ressources et les compétences pouvant faciliter et assurer la conformité: une Organisation Mondiale de l'Environnement.

Le bilan mitigé, 20 ans après le Sommet de Rio de 1992.

Le sommet de la Terre de Rio +20 en juin 2012 (formellement connu sous le nom la Conférence des Nations Unies sur le développement durable) marquera 20 ans depuis l'historique Sommet de Rio 1992, où les dirigeants mondiaux ont adopté ambitieusement Action 21 et ses conventions historiques. Ces accords étaient destinés à guider le monde vers le développement durable par le biais de l'amélioration économique, de l'équité sociale et de la protection de l'environnement. Deux décennies plus tard, il est largement reconnu que le monde a manqué les objectifs de 1992 par une grande marge- en particulier sur le plan environnemental.

Dans un rapport préparatoire à Rio +20, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a reconnu que «la plupart des indicateurs d'amélioration de l'environnement n'ont pas démontré une concordance notable avec ceux des progrès économiques et sociaux; en effet, le tableau général en est un de divergence accrue. »

Depuis 1970, les populations animales ont été réduites de 30%. Le réchauffement global a considérablement empiré au lieu de montrer des tendances positives: l'effet de réchauffement conséquent à la pollution atmosphérique a augmenté de 29 pour cent depuis 1990 au lieu de diminuer. Ces indicateurs démontrent la nécessité d'améliorations radicales dans la gestion de l'environnement mondial.

Mais la dégradation de l'environnement ne peut pas être considérée indépendamment des deux autres piliers du développement durable. L'absence d'une gestion environnementale forte signifie des retombées économiques perdues : ainsi le rapport sur l'Économie des écosystèmes et de la biodiversité estime que la perte de services écosystémiques de la forêt est de plus de 4 trillions de dollars par année. Ce chiffre démontre que la destruction des forêts réduit notre capacité à utiliser les ressources de la nature pour le bien-être économique et social. Les ressources du monde doivent être protégées et renouvelées afin d'assurer la réponse à nos besoins et à ceux des générations futures.

Depuis la Conférence de Stockholm sur l'Environnement Humain en 1972, et surtout depuis Rio, des efforts ont été faits pour faire face aux problèmes de l'environnement: le PNUE a été créé, et plus de 500 accords environnementaux multilatéraux (AEM), dont la Convention sur la diversité biologique, la Convention sur la lutte contre la désertification, la Convention-cadre sur les changements climatiques, et le Droit des mers, ont été négociés et conclus. Beaucoup de ces accords ont eu du succès – grâce au Protocole de Montréal, par exemple, nous avons presque comblé le trou dans la couche d'ozone.

Cependant, ces questions spécifiques des AEM ont traité des problèmes sur une base de « symptôme par symptôme », créant souvent d'autres problèmes ailleurs. Par exemple,

bien que la réglementation des produits chimiques réfrigérants CFC ait bénéficié à la couche d'ozone, la production de la substance chimique à effet de serre non réglementée qui les a remplacés- le HFC - a considérablement augmenté, ce qui aggrave le réchauffement climatique de la planète.

Le plaidoyer pour une Organisation Mondiale de l'Environnement.

Contrairement à l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), qui supervise le commerce international, il n'y a pas de cadre juridique global pour l'environnement. Le pilier environnemental a besoin d'une institution d'ancrage pour assurer la coordination des politiques scientifiques aux AEM. La centralisation des connaissances scientifiques et de recherche peut aborder l'approche fragmentaire actuelle de la réglementation, et fournir une orientation stratégique aux AEM et à d'autres agences des Nations Unies à vocation environnementale. Elle peut également réduire les coûts administratifs des centaines de secrétariats individuels des traités environnementaux.

De plus, une institution d'ancrage peut également réduire les coûts administratifs des institutions gouvernementales qui sont chargées de protéger l'environnement, ce qui est souvent un fardeau pour les pays en voie de développement. Les diplomates d'aujourd'hui, par exemple, assistent, tout le long de l'année, à des réunions techniques dans différents pays à travers le globe. Une institution d'ancrage pourrait alléger ces fardeaux. La co-localisation ainsi qu'une éventuelle administration conjointe des secrétariats des conventions de nombreux pays en voie de développement pourraient aider à construire des "ambassades de l'environnement» spécialisées, au siège de la nouvelle organisation.

En termes d'implantation, un nouvel organisme au sein de l'organisation pourrait appuyer financièrement et techniquement les pays les moins développés et ceux en voie de développement, à respecter leurs engagements envers les AEM. Les transferts de technologies et les méthodes de meilleures pratiques pour faire face aux défis environnementaux pourraient être renforcés, tant au niveau des pays et des régions continentales. Actuellement, l'ensemble des huit divisions du PNUE ont la responsabilité de surveiller, évaluer et de faire un rapport sur leurs sous-domaines, une redondance inutile. Et les rapports nationaux pourraient être rationalisés en un seul document et soumis à un seul organisme. Ce mouvement utiliserait beaucoup moins de ressources administratives de l'état.

Alors pourquoi le PNUE ne fait pas toutes ces choses? Depuis 2010, les ressources du PNUE sont faibles (environ 220 millions \$ annuellement) comparativement à celles du Global Environmental Facility, une organisation financière indépendante qui a alloué 9,2 milliards de dollars en subventions aux pays en voie de développement pour des projets environnementaux spécifiques.

Par ailleurs, le PNUE est désigné comme un programme de l'ONU et non pas une Institution Spécialisée, ce qui lui donnerait plus d'indépendance. En fait, les décisions prises par son Conseil d'administration doivent être référées à l'Assemblée générale des Nations Unies. Par ailleurs, tous les pays ne sont pas représentés dans le Conseil d'administration. Promouvoir le PNUE au niveau d'Agence spécialisée - à savoir une Organisation Mondiale de l'Environnement avec adhésion universelle, une augmentation de l'autonomie budgétaire et le pouvoir décisionnel comparable à l'OMS ou à

l'Organisation Mondiale de la Santé – pourrait combler le fossé entre l'ambition et la réalité. Dans le domaine des changements climatiques par exemple, la fermeture de l'écart dans les émissions de gaz à effet de serre requiert le savoir-faire et des ressources pour l'élaboration et la mise en œuvre de solutions efficaces sur une large échelle.

En outre, il ne faut pas ignorer qu'une nouvelle agence pourrait donner une voix à une partie beaucoup plus importante du monde, non seulement par la formalisation de la voix de plusieurs États, mais par celle de la relation avec la société civile. Grâce à une structure de vote semblable à l'Organisation Internationale du Travail (OIT), les groupes environnementaux pourraient se voir accorder un siège égal. Le domaine du développement durable a longtemps fait des efforts particuliers afin d'inclure la société civile dans la prise de décision, et à juste titre: la société civile apporte d'importantes capacités techniques et les connaissances locales, et exprime les intérêts des peuples souvent négligés.

Certains prétendent que la protection de l'environnement est trop pressante, et que nous ne pouvons pas nous permettre de prendre le temps pour une réforme institutionnelle. Cependant, un nombre croissant d'Etats ont manifesté leur appui à la réforme, y compris l'Union africaine, les petits États insulaires, les États d'Asie-Pacifique, l'Union européenne, et d'autres pays de chaque point géographique du globe.

Nous devons investir le temps et les ressources nécessaires pour former un système de gouvernance plus efficace, cohérent et ciblé, afin de véritablement atteindre nos objectifs et de bâtir un avenir meilleur et durable. Cela nécessite une poigne forte de gouvernance environnementale, afin de permettre une intégration équilibrée de la gouvernance économique, sociale et environnementale. En effet, lors d'une conférence annuelle des ambassadeurs français en septembre, le directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, Achim Steiner, a déclaré « sans un renforcement de la gouvernance environnementale internationale, les accords potentiellement conclus à Rio +20 ne feront que contribuer à une persistance des défis, plutôt que d'offrir des chances et l'impératif d'un développement plus intelligent et plus équitable au 21ème siècle ».

Le présent appel a été signé par M. Bonian Golmohammadi, Secrétaire-Général de la Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies, M. André Rollinger, Président de l'Association Luxembourgeoise pour les Nations Unies et par les représentants de 14 autres UNAs (United Nations Associations) du Royaume-Uni, de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande, de Sri-Lanka, de la Côte d'Ivoire, de l'Irlande, du Danemark, de la Russie, de la Macédoine, du Pérou, de l'Argentine et du Portugal.

The international UN-DPI-NGO conference in Bonn in 2011 on Sustainable Societies – Responsive Citizens.

The international UN-DPI-NGO conference titled “Sustainable Societies – Responsive Citizens” took place in Germany’s United Nations city of Bonn from 3rd to 5th September 2011. The conference brought together at an unique platform representatives of NGOs & civil society organizations, grassroot constituencies, the UN institutions with its member states as well as representatives of the media, academia, and the private sector. 1400 delegates of 1300 NGOs from 65 countries participated in this gathering.

Besides the four plenary roundtable sessions, the workshops were a platform for learning as well as for lively debates and exchange. The opening plenary session offered speeches by UNEP Director Achim Steiner and the Alternative Nobel Prize Laureate Vandana Shiva from India. The plenary speakers came from all walks of life and backgrounds and shared their wisdom and visions on a broad range of issues around sustainability and voluntarism. Among the speakers were not only three further Laureates of the Alternative Nobel Prize (Pat Mooney/Canada, ...) and the World Food Prize Laureate Hans Herren, but also leaders and inspirators of the environmental, peace and social movements. For information, exchange and networking an exhibition area with some 40 stands had become a lively “market place”.

The conference delegates had the opportunity to shape a meaningful declaration and straight forward action plan that will be fed directly into the Rio +20 negotiations. Thus the 64th UN _DPI_NGO conference was a great opportunity to “pave the road to Rio”. It also contributed significantly to the two day special session of the UN general assembly on the 10th anniversary of the international year of volunteers.

The opening ceremony.

- According to M Kiyo Akasaka, Under-Secretary-General for Communications and Public Information, who made the welcoming remarks, sustainable development depends on engaged and empowered citizens and societies are only sustainable to the degree people commit to it. That is why we must achieve a change of attitude, which can be inherited by our children and grand children. We must change our consumption pattern and our lifestyle. We should not wait for the catastrophe to come before to act.
- Vandana Shiva, from Navdanya International, who is a physician and an environmental activist, pointed out that the money was not there to support the Rio goals, and that the money was there to save the banks. He asked the question what could have been done in regard to sustainable development with the huge amount of money (16 trillion dollars), lost because of the separation of the financial market from the real economy. We must overcome the artificial separation between economy, sustainability and poverty. The more we protect nature, the more she will provide for our needs and we will become rid of hunger. We cannot privatize common goods like water.
- Achim Steiner, Executive Director of the UNEP, reminded the audience that people would like that the NGOs are not spectators, but actors. He spoke about the tendency to disconnect economy and ecology and he quoted as an example the American president Obama who withdraw from environmental concerns because of the business world and of employment. If we talk about development, we do not mean only economy, but also ecology and social equity. These aspects are not separated, but they are all linked.

Role of Civil Society and citizen participation.

- Am I making the difference ? (Lalanath de Silva, Moderator, World Resources Institute)
- We fight against poverty by the empowerment of vulnerable groups and we make them participate in a green diocese program (Rose de Lima Ramanankavana, International Association of Charities)
- The trigger for change is located everywhere. Bring politics back to a politized youth. In Greece and in Chile the driving force of the youth is originating from their energy.

How to explain that ? Citizenship is essential. They are not driven by NGOs or by parties (Kees Biekart, International Institute of Social Studies of Erasmus University)

- A legal binding framework, especially an international legal framework helps. There needs to be a right of participation, the access to justice (Jeremy Wates, European Environmental Bureau)

- The turning point in Senegal came when the people (youth, farmers, women) decided in March last year to go on the street, after the leader remained death to the claims of he Imman sent to him by them. If the representatives are confiscating the power, the people have to go to the street and claim participation; we need participative democracy. Sustainable societies are societies for solidarity. It is important for the people to understand the link between local and global, to understand that what is going on in New-York or in another city of the world is also part of their future; we need responsible citizens. Sustainable societies are societies for solidarity (Thierno Kane, OSIWA – Open Society Initiative for West Africa).

- There are different levels of acting for the civil society, from the local level to the global level. The global associations are more and more coming. At the global level we have international issues like climate change. The notion of nation state is unable to defend the global good (Konrad Otto-Zimmermann, ICLEI – Local Governments for Sustainability)

- How can we become responsible citizens in countries where to be a citizen is a challenge by itself. As soon as civil society involved in politics, they got problems. If the people want something, they can reach it (Farah Cherif d'Ouezzan, Thaqafat Associatio). The Moderator (Anne-Marie Chavanon, Conference of INGOs) points out that sustainability cannot be achieved without strong political will and strong society (NGOs)

- The Red Cross has 186 associations worldwide, which connect to the people and to the communities. The sustainable development is a priority in the agenda of the Red Cross. The community is the starting point for sustainable development; ownership comes from the community, from the people. The economy has to be linked to social values. You need local events, local governance, responsibility with care (Geri Lau, International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies)

- Rio+20 needs to involve all parts of civil society and all the governments. Elected people should be accountable, but also not elected bureaucrats should be accountable. Tell the governments what you want, not ask them what they are doing (John Matuszak, United States of America, responsible for environment in the Department of State).

Sustainable energy and green economy.

The United Nations want to achieve following global sustainable energy goals by 2030 and bring them to Rio :

- Ensure universal energy access to modern forms of energy
- Improve the energy efficiency by 40% and
- Increase the share of renewable energy to 30%

The year 2012 will be declared the International Year of Sustainable Energy for All.

The UN presents an inclusive model for a green industry based on :

- Resource efficiency

- Energy efficiency
- Water optimization
- Sustainable jobs and youth employment

Plenary session.

- We need a vision (where want we to be) and we should know what we need in order to get there.
- There is a long tradition of partnership between Universities and NGOs. The Universities should provide an education for sustainability and they should do it based on a holistic approach.
- The governments will not achieve sustainability without sustainable citizens, citizens who are responsive and active. In addition, the business is needed for this achievement.
- All the NGOs were aware that at Rio they have to make the difference, that there is no alternative, no other option and that a revolution in mentality is needed. They said that now they know what they should do and that in 1992 they did not know.

Paul Frank

Les Nations Unies dans le monde: Sélection de quelques sites Internet.

Page d'accueil de l'ONU :	www.un.org
Centre Régional d'Information des Nations Unies pour l'Europe Occidentale:	www.unric.org
Fonds des Nations Unies pour l'enfance UNICEF:	www.unicef.org
Organisation des Nations Unies pour l'éducation la science et la culture :	www.unesco.org
Programme de l'ONU pour l'environnement:	www.unep.org
Programme de l'ONU pour le développement:	www.undp.org
Programme alimentaire mondiale :	www.wfp.org
Bureau des Nations Unies à Genève :	www.unorg.ch
Haut Commissaire de l'ONU pour les droits de l'homme/Centre pour les droits de l'homme:	www.ohchr.org
United Nations Convention on Climate Change:	www.unfccc.org
Haut Commissaire de l'ONU pour les réfugiés:	www.unhcr.ch
Millennium Ecosystem Assessment:	www.millenniumassessment.org
Conférence des Nations Unies sur le développement durable RIO+20	www.uncsd2012.org
Année internationale de l'énergie durable pour tous:	www.un.org/en/events/sustainableenergyforall
Année internationale des coopératives 2012 :	social.un.org/coopsyear
Décennie internat. 'Eau, source de vie' 2005-2014	www.un.org/waterforlifedecade
Décennie internat. Biodiversité 2011-2020	www.cbd.int/2011-2020
Sites multimedia: télévision, videos, ... :	www.unmultimedia.org www.youtube.com/user/unitednations